SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 24 MAI 1922

Proposition de Loi complémentaire de la loi du 10 mars 1922 autorisant certaines dérogations à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La loi du 14 février 1919 a autorisé les Facultés des universités à instituer, du 31 janvier 1919 au 31 décembre 1921, en faveur des jeunes gens qui ont rempli pendant la guerre leur devoir envers la Patrie, des sessions supplémentaires d'examens et d'épreuves et à répartir les matières du programme légal comme elles le jugeront utile, avec dispense des délais prescrits par la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 pour la durée des études.

Cette dispense n'est pas inscrite explicitement dans la loi de 1919, elle passe à bon droit pour en former le corollaire tacite.

En outre, la Commission d'entérinement a décidé qu' « en raison de la » situation qui sera créée aux jeunes gens ayant bénéficié de la loi de 1919, » la période de janvier à juillet 1922 pourra être considérée comme une » année académique. » (Circulaire ministérielle du 5 janvier 1922.)

Sinon, ceux d'entr'eux qui auraient subi le 31 décembre 1921 l'examen de candidat en philosophie et lettres, ou en droit, ou en sciences physiques et mathématiques, ou en sciences naturelles (pour ne pas compliquer cet exemple en citant les candidats médecins ou ingénieurs) n'auraient pu se présenter à l'épreuve finale du doctorat avant le 31 décembre 1923, autant dire en 1924. Grâce à la décision de la Commission d'entérinement, ils pourront le faire en juillet 1923.

Depuis, a été votée la loi du 10 mars 1922 prorogeant celle de 1919 en faveur des combattants et assimilés, « pendant la durée légale et jusqu'au terme normal de leurs études... ».

Il s'agissait, dans la pensée de ses auteurs, de fixer un temps *maximum*, endéans lequel les intéressés bénéficieraient d'un régime de faveur, consistant dans le fractionnement des épreuves. Ce temps ne pouvait excéder celui prévu par la loi pour l'achèvement régulier des études. Il ne s'agissait pas d'en déterminer la durée *minima*. Nul n'envisageait le cas où ces jeunes gens, sans user jusqu'au bout du délai de grâce qui leur était octroyé, et justifiant d'ailleurs de la fréquentation des cours, n'auraient pas attendu, pour se présenter devant leurs examinateurs, le terme normal de leurs études.

Or, la Commission d'entérinement n'a pas cru pouvoir se rallier à cette interprétation, et, par une décision du 28 avril dernier, elle a statué que tous les étudiants, depuis le 31 décembre dernier, restent soumis à la loi de 1890 quant à la durée minima des études.

Il en résulte que les ex-combattants et assimilés qui, au 31 décembre 1921, n'avaient plus à subir que les épreuves finales préparatoires au grade de docteurs ou d'ingénieurs, ou de pharmaciens, ou de candidats-notaires, devront attendre pour s'y présenter qu'il se soit écoulé deux ou trois années à compter de l'obtention du grade immédiatement inférieur. Citons, à titre d'exemple, le cas d'un étudiant ayant subi avec succès, au mois de mars 1921, l'examen de candidat en droit; il ne pourra subir l'épreuve finale du doctorat qu'en mars 1923, lors même qu'il aurait subi en décembre 1921 la première épreuve du second doctorat.

Cette décision est de nature à décevoir l'attente de nombre de jeunes gens bénéficiaires de la loi de 1919 et de la loi de prorogation, et à leur causer le plus grand tort. Nous croyons répondre à l'intention du Sénat en lui soumettant la disposition additionnelle dont le texte suit.

DEJACE.